



Le Président du Faso reçoit les acteurs de la lutte contre les MGF

Page 6

Les éditions
Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique d'Afrique

du jeudi 1er juin 2017
7 Jrs/7

N°407

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant..
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 17.

Education préscolaire, primaire et non formelle: Namalgueba Marius Zoungrana investi directeur régional du Centre-Nord
Page 4



Concours d'accès à la fonction publique : deux sites de réception de dossier visités par le ministre Clément Sawadogo
Page 14



Lutte contre le blanchiment d'argent et le terrorisme financier : Des acteurs sont formés
Page 2



Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique: Le bout du tunnel trouvé avec le syndicat



Page 8

Lutte contre le blanchiment d'argent et le terrorisme financier : Des acteurs sont formés

Région du Centre



Le Présidium a salué cette initiative.

Le groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) en collaboration avec la cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF), organise un atelier national de formation sur les enquêtes relatives au blanchissement de capitaux et aux autres crimes ou délits financiers. La cérémonie d'ouverture a eu lieu ce mercredi 31 mai 2017 à Ouagadougou en présence du représentant du ministre en charge de la justice.

Des acteurs de la lutte contre la criminalité transnationale organisée se sont réunis ce mercredi matin à Ouagadougou

dans le cadre d'un atelier de formation des enquêteurs relatifs au blanchiment de capitaux et aux autres crimes ou délits financiers. L'objectif de cet atelier est de renforcer les capacités de ces acteurs qui interviennent dans la lutte contre la criminalité transnationale. Durant ces 3 jours, une série de communications sera livrée. Les participants à cet atelier seront formés sur les techniques d'enquête en matière d'utilisation des outils d'interpellation. Différents modules seront dispensés aux participants. Il s'agit notamment des questions des normes internationales, des questions sur la coopération judiciaire et sur la coopération politico- internationale, a indiqué le Col Konan Djoha, représentant le directeur général du GIABA.

Cette session de formation intervient après celle du genre organisé par l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le crime (ONUDD) courant février-avril 2017. Elle vient non seulement accroître le nombre des experts et enquêteurs financiers nationaux mais également renforcer davantage leur professionnalisme dans la conduite des dossiers liés à la criminalité financière.

Au Burkina Faso, la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme est relativement récente. Elle a été véritablement impulsée au cours des années 2006 à travers l'adoption de plusieurs textes législatif et réglementaires. C'est pourquoi, le représentant du ministre en charge de la justice,

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.

Pascal Tabsoba, a salué cette formation à sa juste valeur. Pour lui, elle est la bienvenue car les problèmes de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme constituent les bases de l'évolution fracassante du terrorisme dans la sous-région. « Les plus hautes autorités du Burkina ont entrepris des actions en vue d'éradiquer ce fléau et réduire leurs effets nocifs sur une sphère socioéconomique. C'est en cela que des textes législatifs et réglementaires ont été adoptés, notamment la loi n°026/2006/AN du 29 décembre 2006 relative à la lutte contre le blanchissement de capitaux », a-t-il ajouté.

Des moyens techniques et financiers limités, la faible implication de certains acteurs concernés, les difficultés éprouvées par les tribunaux dans le traitement des dossiers de crime économiques et financiers ainsi que des ressources humaines en quête d'un recyclage sont entre autres les difficultés auxquelles sont confrontées le GIABA.

Le présent atelier servira donc de cadre pour apporter des réponses à toutes ces insuffisances car selon les organisateurs, il devrait permettre aux personnels en charges des enquêtes sur la criminalité économique et financière de renforcer leur professionnalisme, de relever leur niveau de compréhension et de maîtrise des techniques d'enquêtes qui visent à terme, une prise en charge adéquate et diligente des dossiers de crimes économiques et financiers par tous les acteurs.

Au sortir de cet atelier, chaque participant devra parvenir à freiner le développement des activités criminelles, contrecarrer leur



Les participants sont de la police, de la douane.



Col Konan Djoha, représentant le Directeur général du GIABA les blanchiments de capitaux sont des infractions souterraines.

puissance financière, limiter les tentatives de corruption et préserver la stabilité du système financier.

« Il faut que par notre engagement personnel, nous parvenions à construire une société de paix et de progrès économique permettant ainsi à notre pays d'amorcer une croissance économique robuste et durable pour les générations futures », à indiquer la représentante du CENTIF.

Il faut noter que le GIABA a accompagné le Burkina dans



Pascal Tabsoba, Représentant du ministre en charge de la justice.

beaucoup de projets. Sa dernière action envers le Burkina est celle d'un appui financier d'un montant d'environ 30 millions de franc CFA consentis à la CENTIF à titre de subvention pour la réalisation de l'Evaluation Nationale des Risques (ENR) de BC/FT en prélude à l'exercice d'Evaluation mutuelle du Burkina Faso.

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info

ÉDUCATION

Education préscolaire, primaire et non formelle: Namalgueba Marius Zoungrana investi directeur régional du Centre-Nord

Région du Centre-Nord



Moussa Ouédraogo (à gauche) a passé le témoin à N. Marius Zoungrana (droite).

Le secrétaire général de la région du Centre-Nord a procédé ce lundi 15 mai 017 à Kaya à l'installation de Namalgueba Marius ZOUNGRANA dans ses nouvelles fonctions de Directeur Régional de l'Éducation Préscolaire, Primaire et Non Formelle (DREPPNF) de la région du Centre-Nord. C'était au cours d'une cérémonie de passation de charge entre directeurs entrant et sortant et en présence de nombreux acteurs et partenaires de l'éducation ainsi que des parents et amis.

Namalgueba Marius ZOUNGRANA est désormais en charge l'éducation préscolaire, primaire et non formelle dans la région du Centre-Nord. Nommé en conseil



Abdoulaye Zeéba, secrétaire général de la région du Centre-Nord (à gauche) a rassuré le nouveau DREPPNF de la disponibilité de l'administration à l'accompagner dans sa mission.

La suite à la page 5

ÉDUCATION

La suite de la page 4



DREPPNF entrant et sortant ont posé avec collègues, partenaires, parents et amis présents à la cérémonie.

des ministres en sa séance du 26 avril 2017, l'inspecteur de l'enseignement du premier degré a pris service ce lundi 15 mai 2017 au cours d'une cérémonie officielle placée sous la présidence de madame le gouverneur de la région représentée par Abdoulaye Zeba, secrétaire général de ladite région. Il a ainsi remplacé Moussa Ouédraogo qui était à ce poste depuis le 14 octobre 2014.

Le personnel de cette direction à travers le chef du personnel, a tenu à rendre un hommage à cet homme qui, selon eux a fait bouger les lignes des indicateurs dans le domaine de l'éducation. Reconnaisant en l'homme des qualités favorables à la collaboration et au travail, le personnel de l'éducation se dit convaincu que les compétences et la capacité managériale de Moussa Ouédraogo seront mises à profit par les plus hautes autorités

pour relever les nombreux défis qui jalonnent le secteur. Au nouveau DREPPNF, ils ont exprimé leur joie de l'accueillir et comme l'a souhaité le sortant, ils ont rassuré de leur « total et indéfectible soutien à même de réussir la mission à lui confiée.

Au-delà des éloges dont il a fait l'objet de la part des intervenants, Moussa Ouédraogo reste persuadé que sa mission n'est pas pleinement remplie au regard des grands défis qu'elle renferme. « De nombreux défis reste à relever. » a-t-il averti en citant quelques-uns tels que la construction d'écoles, le renforcement des capacités opérationnelles des services externes l'équipement des services et des écoles ainsi que la formation continue du personnel. C'est pourquoi il a invité les acteurs de l'éducation, les partenaires et les collaborations à accorder à monsieur Zoungrana

plus de soutien de leur part.

La DREPPNF compte 03 directions provinciales, 39 Circonscriptions d'Education de Base et 1272 établissements avec un personnel de 5946 agents et d'un effectif de 239 206 élèves pour l'année scolaire en cours. Le DREPPNF, dans la nouvelle réforme a été déchargée des établissements de l'enseignement post-primaire qui relève désormais de la compétence de la Direction Régionale des Enseignements Post-Primaire et Secondaire. Au titre de l'éducation non formelle, la tendance des centres d'alphabétisation financés par le FONAEF est à la baisse au cours des 3 dernières campagnes, passant ainsi de 1067 à 479.

A.I. OUEDRAOGO pour SC Info

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le Président du Faso reçoit les acteurs de la lutte contre les MGF

Région du Centre



Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, a reçu en audience dans la matinée du mardi 30 mai 2017, la présidente de l'International Women Peace Group (IWPG), Madame Nam Hee KIM.

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, a reçu en audience dans la matinée du mardi 30 mai 2017, la présidente de l'International Women Peace Group (IWPG), Madame Nam Hee KIM, Ambassadrice de bonne volonté du Comité Interafricain sur les pratiques traditionnelles ayant un effet sur la santé des femmes et des enfants (CI-AF) pour l'Asie, accompagnée par une délégation des acteurs de la lutte contre les Mutilations génitales féminines (MGF). Madame Nam Hee KIM a été introduite auprès du chef de l'Etat par Madame Sika KABORE, elle-même récemment nommée Ambassadrice de



Madame Nam Hee KIM a été introduite auprès du chef de l'Etat par Madame Sika KABORE, elle-même récemment nommée Ambassadrice de bonne volonté du CI-AF.

La suite à la page 7

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 6



Madame Nam Hee KIM est à l'origine des mouvements de défense des droits des femmes et des enfants dans son pays et aussi pour la paix dans le monde.

bonne volonté du CI-AF.

A l'issue de l'audience, Madame Sika KABORE, a déclaré être venue ce matin, en compagnie de Madame KIM, « rencontrer le chef de l'Etat pour lui présenter la mission qui lui a été confiée en tant qu'Ambassadrice de bonne volonté du CI-AF et par la même occasion, lui présenter Madame Nam Hee KIM, présidente de l'International Women Peace Group (IWPG), Coréenne de nationalité et également Ambassadrice de bonne volonté du CI-AF pour l'Asie ». Selon l'épouse du chef de l'Etat, Madame Nam Hee KIM a fait le déplacement de Ouagadougou

pour assister à son « installation comme Ambassadrice de bonne volonté et s'imprégner de la réalité de notre pays en matière de lutte contre les MGF ». Madame Nam Hee KIM est à l'origine des mouvements de défense des droits des femmes et des enfants dans son pays et aussi pour la paix dans le monde. Cette visite au Burkina Faso, a confié la présidente de l'International Women Peace Group, « m'a permis de rencontrer une sœur qui se bat pour les mêmes droits à travers la lutte contre le cancer et les Mutilations génitales féminines. A deux, nous pouvons nous donner la main pour être utiles à la fois au Burkina Faso et au monde entier ».

Après avoir rencontré le Président du Faso et son épouse, Nam Hee KIM a dit toute sa satisfaction et a exprimé sa conviction de pouvoir travailler avec Madame Sika KABORE « au profit du Burkina Faso et de l'humanité toute entière ». « Je lui réaffirme l'engagement de ma fondation à mettre à sa disposition aussi bien les ressources humaines, matérielles que financières pour accomplir notre tâche commune », a-t-elle rassuré.

**La Direction de la Communication
de la Présidence du Faso**

Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...

Ce support, c'est ce qu'il vous faut...

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique: Le bout du tunnel trouvé avec le syndicat

Région du Centre



La signature de ce protocole d'accords met ainsi fin à la crise qui sévissait au sein de ce service. A l'issue de l'accord trouvé, le ministre de la Fonction publique, du Travail et de la protection sociale, Clément Pingwendé SAWADOGO, s'est exprimé.

Depuis le 08 mai dernier, régnait, au sein de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, une atmosphère peu commode. En effet, les agents regroupés autour de leur syndicat, revendiquaient aux moyens de sit-in et grève, de meilleures conditions de vie et de travail. Pour parer à cette situation, le Gouvernement a privilégié la voie du dialogue et aujourd'hui un protocole d'accord a été signé ce jour 29 Mai 2017, à Ouagadougou.

Après quelques jours d'arrêt de travail, les agents de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

ont repris le service. En effet, suite aux négociations entre le Gouvernement et le Syndicat autonome des agents du trésor du Burkina (SATB), un accord a été signé ce jour 29 Mai 2017 à Ouagadougou. La signature de ce protocole d'accords met ainsi fin à la crise qui sévissait au sein de ce service. A l'issue de l'accord trouvé, le ministre de la Fonction publique, du Travail et de la protection sociale, Clément Pingwendé SAWADOGO, s'est exprimé. Il a indiqué que malgré les revendications légitimes que posent souvent les travailleurs, les ressources du pays sont limitées. Selon lui, le Gouvernement restera attentifs aux préoccupations des travailleurs. « Nous sommes

tous unanimes qu'en améliorant les conditions de travail, nous améliorons les rendements et nous accroissons la satisfaction au travail aussi bien pour les usagers que pour l'Etat lui-même», a-t-il précisé.

Parlant de l'amélioration des conditions de vie, le ministre a souligné qu'à ce niveau, il sera difficile de satisfaire aux revendications dans la mesure où il est important d'analyser le problème de façon globale et de tenir compte de l'ensemble des fonctionnaires qui posent également leurs préoccupations somme toutes légitimes.

Par ailleurs, il a félicité toute l'équipe de négociation notamment les membres de la

La suite à la page 9

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8

délégation gouvernementale et les représentants du syndicat pour les efforts consentis qui ont permis d'examiner point par point la plateforme revendicative du Syndicat autonome des agents du trésor du Burkina (SATB). Réagissant à cette signature, M. Séni KOUADA, Secrétaire Général du SATB, a félicité le gouvernement pour avoir accepté répondre à leur préoccupation. Il a dès lors annoncé la fin de la crise.

Concernant les points d'accord entre le syndicat et le gouvernement, il a affirmé que c'est, entre autres, l'opérationnalisation des trésoreries principales, le plan de carrière, et les questions des motivations etc. A en croire, M. Séni KOUANDA, tous les points de leur plateforme n'ont pas trouvé satisfaction, mais, pour une sortie de crise, le syndicat a été obligé de lever un pied pour permettre que le travail reprenne. Le SATB promet

de redoubler d'effort dans le sens de rattraper le temps perdu. Par ailleurs, le syndicat présente ses excuses pour les désagréments causés par cet arrêt de travail.

Message du ministre de la santé à l'occasion de la journée mondiale sans tabac 2017

Région du Centre

Thème de l'année : «Le tabac - une menace pour le développement»

Mesdames et Messieurs,

Le tabac est le seul produit au monde qui tue la moitié de ses consommateurs réguliers selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Chaque année, à l'échelle mondiale, la consommation de tabac provoque le décès d'environ 6 millions de personnes parmi lesquels 600 000 décès par exposition à la fumée du tabac. Si des actions ne sont pas entreprises, le nombre de mort s'élèvera à 8 millions en 2030. En 2015 au Burkina Faso, l'OMS a estimé à 4 100 le nombre de décès attribuables au tabac.

La consommation de tabac (fumé, chiqué...) est source de plusieurs



Le ministre de la santé.

La suite à la page 10

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9

maladies dont les plus importantes sont les maladies cardiovasculaires et les cancers de toute nature etc. Chez la femme, le tabagisme est responsable d'une diminution de la fécondité, d'une augmentation des avortements spontanés, d'un faible poids à la naissance et d'une mortalité périnatale et néonatale plus importante. Malheureusement, au Burkina Faso, la consommation du tabac est de 19,8% au sein de la population générale de 25 à 64 ans. Le rapport 2012 du bureau régional de l'OMS pour l'Afrique révèle que le tabagisme a de plus en plus un visage jeune et dans notre pays le Burkina Faso, 27,9% des élèves de 13 à 15 ans consomment du tabac. L'âge d'initiation à la consommation d'un produit de tabac est de 11 ans. Le tabagisme demeure un réel problème de santé publique. Mesdames et Messieurs,

Le 31 mai de chaque année est consacré à la lutte contre le tabac par l'OMS et ses partenaires dans le but de souligner les risques pour la santé liés au tabagisme et de plaider en faveur de politiques efficaces pour réduire la consommation de tabac. Le thème de l'édition 2017 de la journée mondiale sans tabac est : «Le tabac - une menace pour le développement». Le tabagisme est une menace pour tous, indépendamment du sexe,

de l'âge, de la race, de la culture et de l'éducation. Il entraîne des souffrances, la maladie et la mort. Il appauvrit les familles et affaiblit les économies nationales. Les coûts du tabagisme pour les économies nationales sont considérables en raison des coûts accrus des soins de santé et de la baisse de la productivité. Une augmentation de 1 dollar (US \$) des taxes sur les cigarettes permettrait d'obtenir 190 milliards de dollars (US \$) supplémentaires pour le développement. Des taxes plus élevées sur le tabac contribuent à la production de recettes fiscales pour les pouvoirs publics, à la réduction de la demande de tabac et permettent de dégager un flux de recettes important pour financer les activités de développement. L'augmentation des taxes sur les produits du tabac peut également contribuer au financement de la couverture sanitaire universelle ainsi que d'autres programmes de développement mis en place par les pouvoirs publics.

Mesdames et Messieurs,

La Journée mondiale sans tabac 2017 a pour but :

- de souligner les liens entre l'utilisation de produits du tabac, la lutte antitabac et le développement durable;
- d'encourager les pays à inclure la lutte antitabac dans leurs actions nationales dans le cadre

du Programme de développement durable à l'horizon 2030;

- de soutenir les États Membres et la société civile pour combattre l'ingérence de l'industrie du tabac dans les processus politiques, pouvant conduire à une action plus solide de lutte antitabac;
- d'encourager le grand public et les partenaires à participer aux efforts mondiaux, régionaux et nationaux visant à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies et des plans de développement, et à atteindre les objectifs dont les priorités sont les mesures de la lutte antitabac;
- de démontrer comment les individus peuvent contribuer à parvenir à un monde sans tabac et durable, soit en s'engageant à ne jamais utiliser de produits du tabac, soit en cessant d'utiliser ces produits.

C'est pourquoi, en ce jour du 31 mai 2017, j'appelle :

- tous les acteurs de l'économie et du développement du Burkina Faso à renforcer les mesures financières et fiscales visant à réduire la demande de tabac;
- le grand public à soutenir de façon efficace la lutte antitabac dans notre pays.

Professeur Nicolas MEDA

Chevalier de l'Ordre National



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Indemnisation des personnes affectées par les aménagements et projets d'utilité publique : Bientôt un nouveau référentiel national défini pour les acteurs

Région du Centre



Ouverture d'un atelier de validation de l'avant-projet du nouveau Référentiel national d'indemnisation des personnes affectées par les aménagements et projets d'utilité publique ou d'intérêt général au Burkina.

Le ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI, a procédé, le mardi 30 mai 2017 à la Direction générale des Douanes, sise à Ouaga 2000, à l'ouverture d'un atelier de validation de l'avant-projet du nouveau Référentiel national d'indemnisation des personnes affectées par les aménagements et projets d'utilité publique ou d'intérêt général au Burkina Faso. Cet avant-projet qui définit les critères, les modalités d'indemnisation et



Le ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI.

La suite à la page 12

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11



Le document du Référentiel soumis aux participants, selon le président du groupe interministériel l'ayant produit, Dramane KONE, par ailleurs chargé de mission du MINEFID, se présente en trois grandes composantes.

les barèmes applicables, vise à instaurer des normes sur le processus d'expropriation et d'indemnisation. Une fois adopté, il devra permettre de limiter les mouvements de revendications des populations affectées par les grands chantiers d'aménagements et projets d'intérêt général.

Un atelier de validation de l'avant-projet du Référentiel national d'indemnisation des personnes affectées par les aménagements et projets d'utilité publique ou d'intérêt général se tient les 30 et 31 mai 2017, à Ouagadougou. L'ouverture des travaux a eu lieu, ce mardi 30 mai, à la Direction générale des douanes, sise à Ouaga 2000 sous la présidence du ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI. Selon le ministre en charge de l'Economie cet avant-projet du Référentiel vise à instituer des normes sur le processus d'expropriation et

d'indemnisation des personnes affectées par les aménagements et projets d'intérêt général.

A l'entendre, les différents gouvernements qui se sont succédé au Burkina Faso n'ont pas mis en place un cadre normatif de référence. Cette situation, a souligné Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI, a affecté ces dernières années, le climat social au plan national, marqué par la récurrence de mouvements de revendications des populations affectées par la plupart des grands chantiers de réalisation de travaux d'aménagements et des projets d'utilité publique ou d'intérêt général. En effet, si la loi n°034-2012 du 02 juillet 2012 portant Réorganisation agraire et foncière (RAF) au Burkina Faso prévoit, dans ses dispositions, la prise d'un décret d'application qui fixe les critères, les conditions et les taux d'indemnisation, le décret n°2014-481 du 3 juillet 2014 déterminant les conditions

et les modalités d'application de la loi portant RAF ne traite pas de la question spécifique des barèmes d'indemnisation des personnes affectées.

C'est fort de ces constats, a fait savoir Mme COULIBALY/SORI que le gouvernement actuel a décidé d'élaborer un référentiel national d'indemnisation des populations affectées par les aménagements et les projets d'utilité publique et d'intérêt général. Pour ce faire, le département en charge de l'Economie et des Finances, en collaboration avec d'autres ministères, a mis en place un groupe de travail interministériel présidé par le chargé de mission du ministère de l'Economie, des Finances et du Développement, Dramane KONE. Ce groupe avait pour mission de produire l'avant-projet du référentiel soumis aux travaux de l'atelier de validation.

A l'ouverture des travaux, elle a invité les participants à examiner

La suite à la page 13

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12

avec un esprit constructif le document de Référentiel. «Au regard de la qualité des participants qui sont pour la plupart des acteurs impliqués dans les opérations d'indemnisation, je reste persuadée que les conclusions de cet atelier permettront au gouvernement de disposer d'un document de large consensus pour décider des options définitives à soumettre à l'Assemblée», a confié le ministre.

Le document du Référentiel soumis aux participants, selon le président du groupe interministériel l'ayant produit, Dramane KONE, par ailleurs chargé de mission du MINEFID, se présente en trois grandes composantes. Il s'agit de l'avant-projet de loi qui définira les principes directeurs; du projet de décret qui portera sur l'enquête d'utilité publique et l'arrêté qui fixe les grilles et les barèmes. Ainsi, a noté M. KONE, chaque

personne qui sera affectée par les aménagements, saura quel est le montant auquel il a droit en fonction des différentes matières qui seront touchées par l'expropriation.

De son avis, l'intérêt de l'élaboration de l'avant-projet du Référentiel national d'indemnisation est d'ordre juridique. «La loi portant sur la Réorganisation agraire et foncière, qui détermine les différentes conditions de gestion de tout ce qui concerne les questions d'ordre agraire et foncier, prévoit qu'un décret devrait être pris pour fixer les barèmes d'indemnisation. A ce jour, ce texte d'application qui a été pris ne traite pas de barèmes sur les questions d'indemnisation. Il y a donc un vide à ce niveau qu'il faut combler.

Et c'est pour résoudre ce problème que le gouvernement

a décidé d'élaborer ce document de Référentiel national pour que tout le monde puisse se situer, lorsque ces différents cas venaient à se présenter», a précisé Dramane Konaté. Evoquant les domaines qui connaissent plus de revendications pour cause d'indemnisation, il a cité, entre autres, le secteur minier et pratiquement tous les projets d'aménagements.

Après la validation de l'avant-projet au cours de l'atelier, les prochaines étapes, le document sera soumis à l'examen et à l'adoption du Conseil des ministres, avant sa transmission à l'Assemblée nationale. Après ces étapes, à entendre le président du groupe interministériel qui a élaboré le document de Référentiel, un plan de communication et de vulgarisation sera mis en place en vue de permettre aux populations de prendre

Brève

Burkina : le président guinéen en visite privée à Bobo-Dioulasso

Le président guinéen Alpha Condé est arrivé mardi après-midi à Bobo-Dioulasso, capitale économique du Burkina Faso, pour une visite privée. Président en exercice de l'Union africaine, Alpha Condé a été accueilli à sa descente d'avion par Alpha Barry, ministre des Affaires étrangères

Après avoir été accueilli par une forte communauté guinéenne vivant à Bobo Dioulasso, M. Condé est allé présenter ses condoléances à Me Mamadou Traoré, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats dont la mère est décédée

Alidou Ouédraogo

Source Oméga fm



Concours d'accès à la fonction publique : deux sites de réception de dossier visités par le ministre Clément Sawadogo

Région du Centre



Le ministre de la fonction publique, Clément Sawadogo, s'est rendu lundi matin sur deux sites de réception de dossiers de candidatures.

Le ministre de la fonction publique, Clément Sawadogo, s'est rendu lundi matin sur deux sites de réception de dossiers de candidatures. Cette visite du ministre de la Fonction publique intervient un peu plus d'une semaine après le début de réceptions des candidatures débutées le 22 mars 2017, la réception des dossiers de candidature des concours d'accès à la fonction publique bat son plein.

Si dans l'ensemble, la réception des dossiers se passe bien, quelques difficultés sont soulevées non seulement par les candidats mais aussi par les agents récepteurs des dossiers. Au Stade du 4 août où le ministre a effectué une première escale, les sites qui s'y trouvent réceptionnent les dossiers de candidature d'au moins 5 types de concours différents.

Sur place, plusieurs équipes s'attellent au travail. Certaines d'entre elles se plaignent de la lourdeur de la méthode « du système de ticket » censé faciliter la tâche aux candidats et aux réceptionnistes. Des candidats pointent du doigt le fait que les tickets remis par les réceptionnistes ne suivent un ordre bien établi comme il se doit. « Quelqu'un peut avoir le ticket numéro 300, mais il va recevoir son récépissé avant celui qui a un ticket numéro 100. Ce n'est pas normal », a affirmé un candidat.

Le ministre de la Fonction publique, Clément Sawadogo a promis qu'une évaluation du système de tickets sera faite dans les prochains jours. « On va laisser la latitude aux équipes de réceptions des dossiers l'appliquer ou de ne pas le faire », a-t-il précisé.

Cette année, des innovations ont fait pour faciliter le dépôt

et la réception des dossiers de candidature. Ainsi il est possible de s'inscrire en ligne à une dizaine de concours, alors que l'année passée, les inscriptions en ligne concernaient moins de 10 concours.

Outre l'augmentation la hausse du nombre de concours avec possibilité d'inscription en ligne, le ministre de la fonction publique a annoncé la mise en place d'un quota dans les concours de la fonction publique pour les personnes handicapées

En rappel, la session 2017 des concours d'entrée à la fonction publique du Burkina Faso va permettre de recruter 22 755. La fin de réception des dossiers est prévue pour le 2 juin 2017

La fin de réception des dossiers est prévue pour le 2 juin 2017

Samira Guiré

INTERNATIONNAL

Brèves

ETATS-UNIS - ALLEMAGNE

Donald Trump critique à nouveau l'excédent commercial allemand

Donald Trump en veut décidément beaucoup à l'Allemagne. Le ton est encore monté d'un cran ce mardi 30 mai. Le président américain a de nouveau choisi un tweet pour dénoncer le déficit commercial entre les Etats-Unis et l'Allemagne.

Maroc: 25 personnes arrêtées à Al Hoceïma dans le Rif et transférées à Casablanca

Au Maroc, 25 personnes parmi les 40 arrêtées dans la ville d'Al Hoceïma vendredi dernier ont été transférées devant la justice à Casablanca et sont officiellement en état d'arrestation. Toutes sont accusées de menacer la sécurité intérieure du pays. A la tête de ces détenus, on retrouve Nasser Zefzafi, ce chômeur devenu le leader du mouvement de protestation, très écouté des jeunes.

Selon le procureur général du roi à Al Hoceïma, au nord du Maroc, ces personnes seront interrogées sur les actes, punis par le Code pénal, qui leur sont reprochés.

Elles sont poursuivies pour les délits d'outrage aux agents de la force publique lors de l'exercice de leurs fonctions, violence à leur rencontre, destruction de véhicule et d'autres équipements d'intérêts généraux. Mais aussi pour avoir manifesté sans autorisation et donc avoir menacé la sécurité de l'Etat.

L'avocat de ces détenus indique que 14 détenus ont été libérés. Sept ont été libérés sans poursuite, les sept autres avec possibilité de poursuite à leur rencontre.

Sénégal: l'ancien président Wade tête de liste d'opposition aux législatives

Au Sénégal, Abdoulaye Wade est de retour dans l'arène politique. Alors qu'il vient de fêter ses 91 ans, l'ex-président a été désigné tête de liste d'une nouvelle coalition créée autour de son parti, le Parti démocratique sénégalais.

Il est pour le moment silencieux, comme son fils Karim exilé depuis un an au Qatar, comme les cadres du parti au Sénégal et c'est donc Mamadou Diop Decroix, l'un des leaders de la toute nouvelle coalition, qui a confirmé qu'Abdoulaye Wade était tête de liste pour les législatives du 30 juillet.

« La coalition que nous constituons, qui s'appelle "La coalition gagnante", a désigné le président Wade comme tête de liste de cette coalition », a-t-il déclaré.

Le retour d'Abdoulaye Wade n'inquiète pas Macky Sall et les membres de sa coalition. Comme le porte-parole du gouvernement Seydou Gueye : « Non, on ne peut pas avoir peur de Me Abdoulaye Wade. En onze ans, Abdoulaye Wade n'a réussi à construire qu'onze ponts. En cinq ans, nous en avons réalisé douze. Je l'ai toujours dit : c'est un homme du passé et du passif. »

Source RFI



ANNONCE

Le Centre d'Examen Européen

organise 3 sessions de cours
d'anglais intensif en 2017



• Du 15 février
au 15 mars

• Du 15 Juillet au
au 15 août

• Du 15 septembre
au 15 octobre

*Obtenir un
niveau supérieur
avec une
attestation*

*Préparation aux :
TOEIC - TOEFL*

Nous vous offrons aussi la
possibilité d'apprendre
l'anglais en ligne et obtenir
une attestation avec ED -
ENGLISH DISCOVERIES qui
est une solution complète
d'apprentissage de l'anglais.

Les cours se déroulent
du lundi au vendredi de
18h à 20h

INSCRIPTIONS OUVERTES

A Ouaga, contact: 72 07 20 20

A Bobo, contact: 72 07 09 09

Email : contact@ebs-edu.fr

Site web : www.sciences-campus.org

40 000
FCFA

- Ouagadougou au centre d'examen européen, situé à Ouaga 2000 sur l'avenue Sembene Ousmane à 500m de l'ambassade des Etats Unis;
- Bobo à ISC-bobo, au centre-ville Avenue Guillaume, Immeuble Sanga Madi;

JOBS CAMPUS

Avis de recrutement

Poste: CHEF DE MISSION
MISSION TCHAD H/F

Description

Créé en 1991, le Secours Islamique France (SIF) est une organisation non gouvernementale (ONG) internationale de secours d'urgence et de développement. Le SIF agit dans une stricte neutralité, sans distinction d'origine, de genre ni de religion et se consacre à atténuer les souffrances des populations les plus démunies dans le monde.

Le Secours Islamique France recherche un CHEF DE MISSION H/F pour sa mission au TCHAD.

Sous la direction du responsable du Desk, et en étroite collaboration avec les équipes du DPOI (Département des Programmes et Opérations Internationales), le/la Chef de mission contribue à assurer le développement de la mission, son bon fonctionnement et représenter le SIF.

Vos principales missions seront les suivantes :

Orientation stratégique et coordination opérationnelles

Appuyer la coordinatrice opérationnelle à définir sur le terrain les besoins des populations ciblées (en lien avec l'équipe DPOI) ;

Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de la mission en accord avec l'équipe DPOI ;

Participer de façon proactive à la définition du plan d'action annuel

de la mission dans le cadre de la stratégie opérationnelle du SIF ;

Promouvoir au niveau national la promotion de la stratégie du SIF.

Suivi des opérations

Proposer des zones et thématiques d'intervention en fonction de la capacité de l'organisation et de la couverture des besoins par d'autres organisations ;

Garantir la coordination, le développement, le suivi et l'évaluation des programmes mis en œuvre sur la mission ;

Veiller à ce que les projets soient mis en œuvre selon les standards qualités en vigueur (cycle de gestion du projet, normes SPHERE etc.). Participer à la réflexion sur la mise en place d'outils M&E pour le SIF et assurer leur mise en place sur la mission en collaboration avec la coordinatrice opérationnelle ;

Participer activement à la recherche de financement et assurer la stabilité financière de la mission.

Management RH

Participer au maintien des règles d'éthique, porter des valeurs et d'exemplarité, veiller au respect de l'application de la charte et des règles d'éthique du SIF ;

Etre responsable de l'organisation générale de l'équipe locale et expatrié : encadrement, suivi, animation, évaluation des besoins RH, répartition des responsabilités

et tâches de travail ;

Participer au recrutement de ses collaborateurs directs, identifier de manière prévisionnelle les besoins de recrutement ;

Mettre en place, avec la collaboration de la responsable Admin des politiques RH en cohérence avec les contraintes siège.

Gestion de la sécurité

Garantir la sécurité des personnes, du matériel et des activités mises en œuvre ;

Suivre la situation contextuelle et sécuritaire et veiller à sa compréhension par l'équipe locale et expatriées ;

Assurer la gestion immédiate des incidents de sécurité pouvant survenir sur la mission en lien avec l'équipe DPOI.

Supervision des activités logistiques, administratives & budgétaires / financières

Veiller à la transparence de la gestion financière et appuyer la mise en place d'un système de contrôle interne ;

Superviser la gestion des moyens logistiques ;

Garantir la transparence des gestions logistiques, administratives & budgétaire/financières et veiller en supervisant le coordinateur LOG et la responsable admin au respect des procédures logistiques, administratives & budgétaires/financières du SIF et des bailleurs de fonds.

La suite à la page 18

JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

R e p r é s e n t a t i o n

Représenter le SIF auprès des autorités locales et gouvernementales, des bailleurs de fonds, du système des Nations Unies, des ONG internationales, des ambassades et des partenaires associatifs.

Cette liste de responsabilité n'est ni exhaustive, ni limitative. Elle est évolutive et le collaborateur pourra par conséquent, en fonction des besoins de l'organisation, être amené à effectuer d'autres missions en lien avec sa qualification et avec ses différents champs d'intervention.

Ville N ' D j a m é n a

Expériences / Formation du candidat

P r o f i l :

Exigées S o u h a i t é e s

Formations Master 2
Gestion de l'humanitaire / coopération internationale / gestion de projet

Expérience professionnelle
5 ans d'expérience terrain, dont au minimum 2 ans sur des postes de chef de mission
Expérience en gestion de

programme au siège d'une ONG

Compétences professionnelles
-compétences managériales

-très bonne capacité d'analyse de contexte (gestion de la sécurité, contexte humanitaire...)

-expérience dans la gestion du cycle de projets

- c o m p é t e n c e s rédactionnelles indispensable

-savoir faire en terme de formation / coaching (sens de la pédagogie)

Langues étrangères
La maîtrise d'une autre langue est un plus

Compétences informatique
Maîtrise parfaite des outils informatiques (Pack Office)

Qualité du candidat

Capacité et de Savoir-être
d'analyse et de synthèse

Capacité à travailler aussi bien dans l'urgence que sur des dossiers de fonds

Polyvalence, capacité d'adaptation & flexibilité

Rigueur et professionnalisme et dynamisme

Ouverture culturelle et

excellent relationnel

Sens de la confidentialité

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Agriculture, Environnement, Autre, Génie civil, Hydraulique

Pays Afrique, Tchad

Contrat C D D

Durée du contrat

1 an à partir du 1er août 2017

Salaire / Indemnité

R é m u n é r a t i o n

Contrat à durée déterminé/VSI

Salaire / indemnités selon profil + per diem

Billet A/R début et fin de mission, break d'1 semaine tous les 3 mois avec maintien de la rémunération, billet A/R lors du break au bout de 6 mois de mission, assurance médicale+ rapatriement

Postuler en ligne <https://goo.gl/forms/1XPOI1zXFIAEcZXv1>

Date de fin de validité 31/05/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Directeur
de l'information et
du plaidoyer (H/F)

Description

SOS Faim est une ONG belge qui lutte contre la faim et la pauvreté en milieu rural en Afrique et en Amérique latine. Elle soutient l'agriculture familiale en donnant aux organisations paysannes les moyens de mener des actions concrètes et efficaces pour améliorer les revenus des agriculteurs et défendre leurs intérêts. Au nord, elle sensibilise et mobilise les citoyens pour influencer les politiques qui ont un impact sur les conditions de vie des populations rurales au sud.

Pour un poste basé à Bruxelles, nous recherchons un (h/f) :

Directeur de l'information et du plaidoyer

M i s s i o n

Le directeur de l'information et du plaidoyer (h/f), en collaboration avec le secrétaire général, définit la stratégie d'information, de mobilisation et de plaidoyer de l'association ainsi que les objectifs à atteindre. Il veille au respect des orientations et des valeurs de l'association dans le déploiement de cette stratégie. Il assume la responsabilité des différentes activités définies et supervise leur mise en œuvre et leur évaluation en impliquant les membres de son équipe. Il participe, au sein du Comité de Direction, à la gestion de l'association.

T â c h e s

Développer avec son équipe la stratégie de communication sur le contenu des thématiques de l'association ;

Traduire avec son équipe les objectifs stratégiques en activités d'information et de sensibilisation à la citoyenneté mondiale ;

Encadrer et soutenir une équipe de 6 personnes ;

Coordonner les actions d'information et de plaidoyer ;

Définir, en concertation avec des partenaires au Sud et des collègues d'autres services, et mener des actions de lobbying auprès des autorités politiques et des responsables économiques ;

Représenter l'association dans des réseaux thématiques ou du secteur ;

Participer et animer des débats ;

Assurer la recherche de financement pour la réalisation des actions, en coordonner les justifications, gérer les budgets.

Entrée en fonction : le plus rapidement possible afin d'assurer une transition optimale avec la personne, en fin de carrière, assurant actuellement cette fonction.

Ville B r u x e l l e s

Expériences / Formation du candidat

Vous êtes titulaire d'un niveau Master ou équivalent sciences politiques, sociologie, droit, économie ou information ;

Vous disposez d'une expérience professionnelle de minimum 10 ans dans une fonction à responsabilités dans un environnement de type non-marchand, association, coopération,...

Langues parlées

Vous êtes multilingue (fr/nl/en/es) ;

Qualité du candidat

Vous avez une capacité à traduire des objectifs en activités et actions concrètes et à organiser les moyens pour y arriver ;

Vous êtes doté d'un grand sens de la communication orale et écrite ;

Vous êtes à l'aise dans les relations publiques ;

Vous avez le sens de l'organisation, de la coordination et de la planification ;

Vous portez un intérêt marqué aux problématiques de développement et vous en comprenez les enjeux ;

Fonctions

Encadrement, Direction

Activités A u t r e

Pays Europe, Belgique

Contrat C D I

Salaire / Indemnité

Une rémunération en lien avec votre expérience et le secteur ;

La suite à la page 20

JOBS CAMPUS

La suite de la page 19

<p>Des chèques-repas; Une assurance soin de santé complémentaire; Le remboursement des frais de déplacement.</p>	<p>Documents à envoyer CV et lettre de motivation Nom de la personne contact Olivier Hauglustaine</p>	<p>Secrétaire général Email de la personne contact candidatures@sosfaim.org Date de fin de validité 10/06/2017</p>
--	---	---



Avis de recrutement

Poste: Coordinateur WaSH

Description

Action contre la Faim est une organisation internationale non gouvernementale, privée, apolitique, non religieuse et à but non lucratif créé en 1979. Son but est de lutter contre la faim et les situations dangereuses qui menacent les hommes, les femmes et les enfants. Actuellement, 500 expatriés et plus de 5000 employés travaillent pour la lutte contre la faim dans plus de quarante-six pays, dans quatre domaines d'action: la nutrition, la santé, la sécurité alimentaire et de l'eau et de l'assainissement.

OBJECTIF GÉNÉRAL

Le coordonnateur WaSH sera responsable de la conception et le suivi de la stratégie par pays WaSH, après le Cadre de sécurité de la nutrition et de la stratégie globale de la mission. Action contre la faim des programmes WaSH au Liban, ainsi que des partenariats avec les parties prenantes externes (partenaires, les donateurs et les autorités locales) pays.

interventions à l'action selon WaSH contre la faim et les priorités des pays, après accord avec le directeur de pays.

OBJECTIFS ET TACHES SPÉCIFIQUES

Objectif 1: Comprendre et analyser le secteur de l'eau et l'assainissement au Liban, et la définition des priorités d'action dans les priorités stratégiques du pays, le secteur de la communauté humanitaire et les principes d'action contre la faim d'action.

WaSH secteur au Liban, en se concentrant dans le sud du Liban et dans la Bekaa

Identifier les besoins des populations les plus vulnérables et la conception et la mise en œuvre de

Propose des réponses rentables et à fort impact

participation proactive dans la mise en œuvre et la révision d'action contre la stratégie de la faim au Liban WaSH

Concevoir et développer des projets WaSH en

coordination avec d'autres départements techniques

Assurer la pertinence technique d'action contre la faim, des projets en fournissant une expertise, des intrants affirmées et efficaces à chaque programme

(Wash Partners), une autorité nationale et locale,

Assurer une communication efficace avec les parties prenantes dans WaSH (de partage des données et remue-méninges) et avec les autorités locales impliquées dans la définition du projet et / ou la mise en œuvre

L'analyse et de proposer des partenariats opérationnels et la surveillance de la qualité de la mise en œuvre et le suivi des programmes

Objectif 2: Assurer la qualité et le contrôle de l'équité, le suivi et la surveillance

Assurer la qualité, la pertinence, l'innovation, l'efficacité, l'efficacité et plurisectoriel des programmes et des interventions WaSH

Participer à l'élaboration d'outils

La suite à la page 21

JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

techniques et de l'innovation liés aux projets WaSH (outils de suivi, les exigences techniques, TdR pour les consultants et les évaluateurs, des rapports ad hoc, des rapports de capitalisation) en relation directe avec le Gestionnaire de programmes, directeur national, coordonnateur FARINE et chef de la base

Participer à des ateliers et des réunions ad hoc liées aux domaines WaSH d'intervention et de fournir comptes rendus des réunions

, Mettre à jour et modifier des documents produits par l'équipe WaSH

Objectif 3: L'AVERTISSEMENT soutien de l'équipe et le renforcement des capacités

Participer au recrutement et à évaluer la capacité de l'équipe, proposer et mener des formations, et de proposer de nouveaux recrutements chaque fois que nécessaire

Soutien à l'équipe grâce à des réunions de coordination et des initiatives de renforcement des capacités

Identifier les besoins de formation de l'équipe et de proposer des plans WaSH de formation au personnel et des ressources humaines

Objectif 4: appui à l'exécution du projet, le suivi et la surveillance et procéder à des évaluations internes de la qualité du projet

Définir les modalités de mise

en œuvre des programmes et des méthodes, des secours d'urgence à des actions à long terme (y compris, mais sans s'y limiter aux spécifications techniques, l'identification des partenaires, d'assurer la liaison avec les fournisseurs de services externes, les plans de travail, les besoins financiers et les plans d'approvisionnement avec l'administrateur et Log Dept.)

Analyser la pertinence, l'adéquation et l'impact potentiel de toutes les interventions en fonction des contextes et des besoins connus

Proposer, soutenir et développer des évaluations et des rapports liés aux projets en cours à partager avec le personnel de surveillance

Identifier, en collaboration avec l'équipe de lavage, les contraintes du programme et des problèmes lors de la mise en œuvre, de proposer des solutions et de soutenir la mise en œuvre

Appui à la mise en œuvre efficace des programmes WaSH, l'élaboration d'outils de suivi et de rapports et l'utilisation efficace des ressources en étroite coordination avec l'administration et de la logistique

Objectif 5: Sécurité

Respecter les règles de sécurité spécifiées dans la mission et le plan de sécurité de la base, voir à ce que l'équipe sous son / sa responsabilité est conforme au plan de sécurité et d'effectuer les tâches de gestion de la sécurité qui peuvent

être affectés à ses protocoles

Communiquer aux responsables de la sécurité de l'emplacement de travail toute information relative à la sécurité ou la non-conformité avec le plan de sécurité

Objectif 6: Soutenir les activités humanitaires d'Action contre la Faim

Soutenir les interventions d'urgence de l'organisation selon les capacités de l'employé

Soutenir toute activité qui aide à atteindre nos objectifs humanitaires, selon les capacités de l'employé.

Expériences / Formation du candidat

Baccalauréat et / ou maîtrise en hydrologie, génie civil, ou les domaines liés à WaSH

Expertise dans l'eau, des eaux usées, d'hygiène et d'ingénierie

Au moins 5 ans d'expérience dans le secteur EAH, et de l'expérience dans le secteur humanitaire

Au moins 3 ans d'expérience dans le secteur humanitaire et en coordination et de représentation externe

Lire, écrire et parler anglais obligatoire; Arabe recommandé; un plus espagnol et français

maîtriser pleinement dans MS-Office, Outlook et Skype, la connaissance des SIG et ODK un atout

Motivation: Compétences, travail d'équipe, Vision

La suite à la page 22

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

stratégique, communication efficace, l'organisation et la planification, Adaptabilité et flexibilité, innovation et créativité, capacité d'analyse

Fonctions **Coordination, Gestion de projet**

Activités **A u t r e , Génie civil, Hydraulique**

Pays **Moyen Orient, Liban**

Contrat **C D D**

Salaire / Indemnité

Notre forfait de rémunération:

Nous vous proposons de rejoindre un réseau international dynamique avec le package de rémunération suivante:

Base de Beyrouth

Salaire: de 1700 € à 2200 € brut par mois selon l'expérience du candidat (selon liste standard d'Action contre la Faim - Espagne). Action contre la Faim - Espagne système de rémunération permet une progression salariale en fonction de l'évaluation du développement annuel.

Action contre la Faim - Espagne système de rémunération permet une progression salariale en fonction de l'évaluation du développement annuel.

Jusqu'à 20% de rémunération supplémentaire en fonction du contexte et des responsabilités de la position (selon l'échelle de notation fixé par l'Action contre la faim)

Maison et entretien couverts par l'organisation (y compris les indemnités journalières): forfait estimé selon la destination.

Les frais de déplacement vers et de la mission.

25 jours ouvrables de congés payés par an.

Cassez: période de repos supplémentaire, y compris les frais de Voyage à une zone de référence et une aide économique de 215 €.

Santé, rapatriement, Voyage et assurance-vie couverts par l'organisation.

Supplémentaire par mois et par enfant (moins de 18 ans):

de 100 € à 225 € par mois (selon la liste standard d'Action contre la Faim - Espagne).

Documents à envoyer

Nous ne considérons que les candidatures reçues par notre service en ligne. S'il vous plaît cliquer sur le lien suivant pour accéder au service:

[https //: employ.acf-e.org/](https://employ.acf-e.org/)

Remarque. - Compte tenu de l'urgence de cette situation, la vacance peut fermer avant la date limite. Pour plus d'informations sur cette position, visitez notre site Web [www. accioncontraelhambre.org](http://www.accioncontraelhambre.org).

Date de fin de validité 03/06/2017



Avis de recrutement

Poste: RDC - Chef de Mission (H/F) - Goma

Description

Que faisons-nous en RDC ?

Date de prise de

poste : 20/07/2017

Durée : 1 an renouvelable

Base : Goma avec des déplacements réguliers en base et à Kinshasa

Contexte et mission :

SI intervient en RDC sur les thématiques de wash, shelter et sécurité alimentaire depuis 2008 via des projets d'urgence principalement (RRMP, réponse aux déplacements de réfugiés sud soudanais en Ituri, réponse d'urgence

La suite à la page 23

JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

choléra etc.) complétés par des projets plus durables (réseau d'eau, reprise communautaire etc.). La coordination est basée à Goma et soutenue par un bureau national à Kinshasa.

Les programmes concernés par le poste sont les suivants :

RRMP 8 – UNICEF – Ituri et Grand Nord Kivu

Consortium WASH DFID lutte contre le choléra – Mai Ndombe et Tanganyika

Assistance multisectorielle et plateforme logistique Opienge – Fonds Humanitaire RDC – Tshopo

CIAA Tanganyika

GAC Ituri

Taille de la mission / base :

Nombre de Bases : 6

Nombre d'expatriés : 17

Nombre de staffs nationaux : 130

Budget : 9 M €
Description du poste

Priorités pour les 2-3 premiers mois :

Sur les aspects positionnements, programmes :

La première priorité est de poursuivre les activités de réponse d'urgence que la mission s'apprête à lancer au Kasai Oriental et dans la Lomami

La seconde priorité est de s'assurer du lancement

des nouveaux projets dans les meilleures conditions

Sur les aspects Structure/Supports :

La première priorité est de finaliser et consolider les redimensionnements des RH et des bases, suite à plusieurs fermetures et ouvertures réalisées dans un laps de temps court

La deuxième, qui découle de la première, est d'accompagner et renforcer les Coordonnateurs dans leurs missions et rôles de Manager (CoLog, CoAdmin, CoUrgence, CoProgramme, RepOff)

Sur les aspects Sécurité :

La priorité est que toutes les Bases possèdent un Pack Sécurité à jour, avec les analyses contextes et risques et SoP rédigés et connues des staffs.

Management :

Le CDM assure le management direct de 9 personnes.

Votre profil

Expérience significative dans l'humanitaire

Expérience significative à des postes similaires

Fortes compétences en management d'équipe

Fort leadership, capacités à fédérer les équipes autour d'une vision, d'un projet

Bonnes capacités d'analyses du contexte et des enjeux

Grosse capacité de travail

Grosse résistance au stress et capacité à gérer des incidents critiques de sécurité

Compétences / Expériences minimales dans la gestion de projet et connaissance du secteur WASH

Aptitudes à travailler dans des contextes d'urgences et contexte à sécurité dégradée

Connaissance de la zone est un plus Comment postuler

Vous reconnaissez-vous dans cette description? Si oui, envoyez-nous votre CV et votre lettre de motivation en français. Les candidatures sans lettre de motivation ne seront pas considérées. Solidarités International se réserve la possibilité de clore un recrutement avant la date d'échéance de l'annonce. Merci de votre compréhension.

SI vous offrira les conditions suivantes

Poste salarié : A partir de 2.530 euros bruts par mois, selon expérience + Per Diem mensuel de 500 USD

Pack logement individuel

Couverture sociale : L'expatrié bénéficie d'une couverture sociale de qualité permettant de couvrir tous les frais de santé et d'une prévoyance accident incluant les risques de guerre

Break : En cours de mission, une alternance travail – repos est assurée par des breaks prévus tous les trois mois. Sur la base d'une mission de 1 an, l'expatrié

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

prendra un break d'une semaine à 3 et 9 mois de mission (avec une participation de 500 euros versée par Solidarités) ainsi qu'un break de 15 jours à 6 mois de mission (avec une prise en charge du billet d'avion aller et retour entre la mission et le lieu de résidence).

Possibilité de poste en couple ou en famille (famille basée à Gisenyi au Rwanda à dix minutes de voiture de la base de Goma RDC).

Contact : Mano GAUDIN,

Chargé de recrutement suivi

Fonctions Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique,

Ressources

Pays Afrique, RD Congo

Contrat C D D

Postuler en ligne https://emea3.recruitmentplatform.com/syndicated/private/syd_apply.cfm?ID=PI0FK026203F3VBQB6G8N8NW6&nPostingTargetID=19240

Date de validité de fin de 30/06/2017



Avis de recrutement

Poste: Responsable d'exploitation transport Kasai - RDC

Description

PRESENTATION DE L'ONG

Indignés face à l'injustice que vivent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde solidaire et inclusif, où toutes les différences nous enrichissent et où chacun peut « vivre debout ».

Handicap International est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour

répondre à leurs besoins essentiels, pour améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Pour plus d'information sur l'association : <http://www.handicap-international.fr/>

Présente dans plus de 55 pays, Handicap International est composée de 2 directions opérationnelles :

- La Direction de l'Action Humanitaire (DAH)
- La Direction d'Action du Développement (DAD)

CONTEXTE DE LA MISSION

Handicap International (HI) intervient en RD Congo depuis 1995. La Direction du Développement est présente

sur Kinshasa et au Kasai central, alors que la Direction Humanitaire est présente au Nord-Kivu et à Kisangani.

Le programme DAD, appuyé par la DAH, a mené une évaluation rapide des besoins dans le Kasai du 22 février au 2 mars. Cette évaluation, en cohérence avec celles menées par d'autres acteurs, identifie des besoins en AME/Abris, nutrition, santé, sécurité alimentaire, protection, et accès à l'eau. Des contacts ont été initiés avec des bailleurs potentiels (fonds humanitaire, ECHO, DFID, OFDA). Une CN a été déposée et nous devrions avoir un retour rapide sur la potentialité d'une réponse en urgence dans la zone.

DESCRIPTION DE LA FONCTION

La suite à la page 25

JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

Sous la responsabilité du Coordinateur Terrain, en lien fonctionnel avec le responsable de programme adjoint et le référent technique plateforme au Siège, le chef de projet est responsable :

- De la mise en œuvre du projet ;
- Du respect des engagements contractuels ;
- De la coordination interne du projet et le management des équipes du projet, en interaction avec les services logistique, administratif, financier et sécurité de la mission ;
- De la bonne coordination externe du programme ;
- De respecter et faire respecter les règles de sécurité et cadres légaux en vigueur sur la mission ;
- D'assurer le reporting et la capitalisation du projet.

TACHES PRINCIPALES

- Garantir la mise en œuvre du projet
- Respecter les engagements contractuels entre HI et le(s) bailleur(s) de fonds
- Garantir la coordination interne du projet et le management des équipes
- Assurer la coordination externe du projet
- Participer à la gestion de la sécurité sur les lieux d'intervention, en collaboration avec le chef de mission ou le responsable de la sécurité
- Assurer un reporting régulier

des activités et une capitalisation.

PROFIL ATTENDU

- **Diplôme en Supply Chain (bac +2)**

Souhaité : Diplôme dans le domaine de la logistique (bac +2)

- **Expérience minimum de 1 an en ONG internationale, préférablement dans le domaine de l'urgence**

- **Expérience minimum de 2 ans en management d'équipe**

- **Expérience de 2 ans dans le domaine du transport (ONG ou entreprise privée)**

- **Expérience dans un contexte de sécurité instable, dans la région ou autre**

Souhaité :

- **Connaissance de HI**

- **Connaissance de la zone**

- **Maitrise du Pack Office**

- **Langues : français courant obligatoire**

- **Sens des priorités et des responsabilités, forte capacité organisationnelle**

- **Motivation sincère pour l'engagement humanitaire**

- **Autonomie et sens du travail en équipe**

Souhaité :

- **Sens de l'humour**

S A L A I R E

-Durée du contrat : 6 mois renouvelables

-Salaire à partir de 2 200 € (brut) selon expérience transposable

- Perdiem : 533.82 €

- Indemnité « hardship » : 500€ (net)

- Assurances: maladie, prévoyance, retraite, rapatriement

- **Congés payés : 25 jours par an**

- **R&R : à définir**

- **Statut : poste non ouvert au statut famille/couple sous conditions**

- **Logement : Pris en charge par HI; collectif**

Ville K a n a n g a

Fonctions A u t r e

Activités A u t r e

Pays Afrique, RD Congo

Contrat C D D

Documents à envoyer

CV et lettre de motivation

Postuler en ligne

https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir=2107&idpartenaire=130

Date de fin de validité 09/06/2017

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: responsable
d'exploitation
transport Kasai - RDC

Description

PRESENTATION DE L'ONG

Indignés face à l'injustice que vivent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde solidaire et inclusif, où toutes les différences nous enrichissent et où chacun peut « vivre debout ».

Handicap International est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, pour améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Pour plus d'information sur l'association : <http://www.handicap-international.fr/>

Présente dans plus de 55 pays, Handicap International est composée de 2 directions opérationnelles :

- La Direction de l'Action Humanitaire (DAH)
- La Direction d'Action du Développement (DAD)

CONTEXTE DE LA MISSION

Handicap International (HI) intervient en RD Congo depuis 1995. La Direction du Développement est présente sur Kinshasa et au Kasai central, alors que la Direction Humanitaire est présente au Nord-Kivu et à Kisangani.

Le programme DAD, appuyé par la DAH, a mené une évaluation rapide des besoins dans le Kasai du 22 février au 2 mars. Cette évaluation, en cohérence avec celles menées par d'autres acteurs, identifie des besoins en AME/Abris, nutrition, santé, sécurité alimentaire, protection, et accès à l'eau. Des contacts ont été initiés avec des bailleurs potentiels (fonds humanitaire, ECHO, DFID, OFDA). Une CN a été déposée et nous devrions avoir un retour rapide sur la potentialité d'une réponse en urgence dans la zone.

DESCRIPTION DE LA FONCTION

Sous la responsabilité du Coordinateur Terrain, en lien fonctionnel avec le responsable de programme adjoint et le référent technique plateforme au Siège, le chef de projet est responsable :

- De la mise en œuvre du projet ;
- Du respect des engagements contractuels ;
- De la coordination interne du projet et le management des équipes du projet, en interaction

avec les services logistique, administratif, financier et sécurité de la mission ;

- **De la bonne coordination externe du programme ;**
- **De respecter et faire respecter les règles de sécurité et cadres légaux en vigueur sur la mission ;**
- **D'assurer le reporting et la capitalisation du projet.**

TACHES

PRINCIPALES

- **Garantir la mise en œuvre du projet**
- Respecter les engagements contractuels entre HI et le(s) bailleur(s) de fonds
- Garantir la coordination interne du projet et le management des équipes
- Assurer la coordination externe du projet
- Participer à la gestion de la sécurité sur les lieux d'intervention, en collaboration avec le chef de mission ou le responsable de la sécurité
- Assurer un reporting régulier des activités et une capitalisation.

PROFIL

ATTENDU

- Diplôme en Supply Chain (bac +2)

Souhaité : Diplôme dans le

La suite à la page 27

JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

domaine de la logistique (bac +2)

– Expérience minimum de 1 an en ONG internationale, préférablement dans le domaine de l'urgence

– Expérience minimum de 2 ans en management d'équipe

– Expérience de 2 ans dans le domaine du transport (ONG ou entreprise privée)

– Expérience dans un contexte de sécurité instable, dans la région ou autre

Souhaité :

– Connaissance de HI

– Connaissance de la zone

– Maîtrise du Pack Office

– Langues : français courant obligatoire

– Sens des priorités et des responsabilités, forte capacité organisationnelle

– Motivation sincère pour l'engagement humanitaire

– Autonomie et sens du travail en équipe

Souhaité :

– **Sens de l'humour**

S A L A I R E

-Durée du contrat : 6 mois renouvelables

-Salaire à partir de 2200€ (brut) selon expérience transposable

– **Perdiem : 533.82 €**

– **Indemnité « hardship » : 500€ (net)**

– **Assurances: maladie, retraite, rapatriement**

– **Congés payés : 25 jours par an**

– **R&R : à définir**

– **Statut : poste non ouvert au statut famille/couple sous conditions**

– **Logement : Pris en charge par HI; collectif**

Ville K a n a n g a

Fonctions A u t r e

Activités A u t r e

Pays Afrique, RD Congo

Contrat C D D

Documents à envoyer

CV et lettre de motivation

Postuler en ligne

https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.id=2107&idpartenaire=130

Date de fin de validité 09/06/2017



Avis de recrutement

Poste: Chargé(e) d'administration et de communication

Description

I. CartONG

CartONG est une ONG française créée en 2006 par des cartographes souhaitant

améliorer la façon dont les organisations humanitaires utilisaient les cartes et les données géographiques. Elle a depuis grandi et propose aux acteurs de l'humanitaire et du développement de nombreux outils innovants de gestion de l'information, de cartographie, d'analyse et de communication.

La géographie ne sauve

pas de vies, mais elle peut avoir un impact déterminant quand elle est utilisée à bon escient. L'objectif central de CartONG est donc de soutenir les organisations et les personnes qui sauvent des vies, participent au développement et protègent l'environnement à travers le monde, afin que ceux-ci puissent le faire mieux

La suite à la page 28

JOBS CAMPUS

La suite de la page 27

et à plus grande échelle. Nous pensons que cela n'est possible qu'en permettant à ces organisations et personnes d'acquérir les compétences et la stratégie adaptés à chaque structure et contexte particulier. C'est pour cela que nos équipes fournissent des conseils, des formations, de l'appui stratégique, et du staff, à la fois au siège et sur le terrain. Nous proposons les outils les plus adaptés grâce à notre veille technologique et contribuons au développement de nouvelles solutions et à la définition de bonnes pratiques.

Nos experts et nos bénévoles participent à de nombreux secteurs des réponses humanitaires et du développement : par exemple, l'aide aux réfugiés, la logistique, la santé, les catastrophes naturelles et l'environnement. Nous promovons la gestion de l'information et les SIG comme des outils transversaux pouvant être utilisés dans différents métiers (par exemple, l'analyse des besoins, la planification de projet, ou le suivi/évaluation), mais permettant également de diffuser un esprit innovant et collaboratif au sein des organisations et des communautés que nous soutenons.

T partisans actifs du partage de l'information, de l'open data et de la mutualisation des moyens pour améliorer l'efficacité globale et l'impact de l'aide.

CartONG est une association de solidarité internationale

basée en France mais dont l

II. Contexte & présentation du poste

L'association CartONG est en pleine croissance: effectif multiplié par 4 en 4 ans, nombreux nouveaux partenaires et activités, nouveaux formats et champs d'intervention. L'équipe support de l'association n'est aujourd'hui plus assez nombreuse pour soutenir le fonctionnement et la croissance de la structure, notamment sur les questions administratives (avec des exigences croissantes de reporting financier des bailleurs) et de communication.

CartONG recherche donc aujourd'hui un(e) chargé(e) d'administration et de communication pour assurer son fonctionnement administratif quotidien, superviser sa communication et plus généralement appuyer la structuration de l'association. Le poste est placé sous la supervision du responsable administratif de la structure et de la directrice technique. Il s'agit d'une ouverture de poste ayant vocation à être pérennisé si l'organisation envisagée fonctionne.

Le/la salarié(e) appuiera les responsables de projets sur l'ensemble du cycle de vie des projets, de la conception et la réponse aux appels à projets au reporting en passant par la gestion administrative, financière et humaine et la communication au quotidien. Ce rôle sera encore plus important auprès des projets bénévoles en

y ajoutant de la coordination/gestion de projet. Il s'agit donc d'un rôle transversal essentiel au bon fonctionnement de l'ONG.

Ce poste est parfait pour des jeunes professionnels en recherche d'une première expérience formatrice sur un poste très polyvalent qui permettra d'appréhender tous les aspects du fonctionnement d'une ONG de taille moyenne. La taille humaine de CartONG permet également aux personnels supports d'être directement impliqués dans la mise en œuvre des projets de l'association, et d'y participer dans la mesure du possible (avec possibilité de formations sur certains outils techniques). Elle permet aux staffs d'être force de proposition et d'évoluer et grandir professionnellement avec la structure.

III. Missions de l'employé

Basé au siège de l'association, l'employé(e) sera chargé de :

III.1. Administration

Mise en œuvre du fonctionnement administratif de l'association : comptabilité, suivi des paiements et achats, des procédures d'achats, des contrats

Suivi des ressources humaines : accueil, contrats, politique de formation

Participation à l'évolution et la structuration administrative de l'organisation : procédures et outils, veille juridique, documentation et formation

La suite à la page 29

JOBS CAMPUS

La suite de la page 28

de l'équipe sur ces sujets
Recherche de financement
: réponse à appel à projets,
veille, contacts donateurs

Soutien à la vie institutionnelle
de l'association

II.2. Communication

**Coordination de la mise à jour
du site internet et du blog
technique de l'association**

**Rédaction d'outils
de communication**

Coordination des
contacts avec les médias

Coordination des publications
sur les réseaux sociaux

Représentation de
l'association à des événements

Participation à l'organisation des
événements gérés par CartONG
(GeOnG, NOMAD workshop...)

III.3. Soutien aux projets

**Dans la mesure du
temps disponible et des
compétences/intérêts,
soutien à l'implémentation
des projets (tests d'outils
ou de matériel, rédaction de
documentation, organisation
de formations, etc.)**

**Soutien au reporting
financier sur les projets**

**Soutien aux projets
bénévoles de l'association**

Ville C h a m b é r y

**Expériences /
Formation du candidat**

Requis :

**Formation : Bac +4
ou +5 en Gestion,
Administration, Comptabilité,
Science politique/
IEP, Sciences humaines**

Compétences techniques :

**Maîtrise du pack Office
en particulier Excel**

**Aisance avec l'édition
de contenus web**

Recommandé :

**Expérience : expérience
préalable en gestion de
projet/coordination/
administration appréciée**

Langues parlées

**Excellent anglais et français
écrit et oral indispensable**

Qualité du candidat

Requis :

Grande rigueur personnelle,
sens de l'organisation, intégrité

Qualités rédactionnelles
et esprit de synthèse

Intérêt pour le secteur humanitaire
et l'aide au développement

Autonomie et sens de l'initiative

Recommandé :

Connaissances en
comptabilité, paie, gestion
financière appréciées

Maîtrise d'outils de
PAO ou de dessin

Connaissance des
règles financières des
bailleurs humanitaires

Fonctions Communication,
Coordination, Gestion de projet,
Organisation, Administration,
Ressources Humaines

**Activités E c o n o m i e ,
Finance, Administration,
Informatique, Communication,
Ressources Humaines**

Pays Europe, France

Contrat C D D

Durée du contrat

**30 juin – 31 décembre 2017
(6 mois, renouvelable)**

**(recrutement également
possible en CAE)**

Salaire / Indemnité

**Salaire brut de 1600€ à
2000€ par mois (à négocier
en fonction de l'expérience)
pour 39h/semaine**

**Complémentaire santé
et transport domicile-
travail couvert à 50%.**

Documents à envoyer

**CV et lettre de motivation, avec
votre nom de famille pour titre**

**Nom de la personne
contact**

Martin Noblecourt

**Email de la personne
contact info@cartong.org**

**Date de fin de
validité 19/06/2017**

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

27/05/2017 AU 03/06/2017 Groupe IV

1200 logements	25 36 02 52	Kadiogo	25 31 87 88	Sahel	25 31 81 95
Afiya	25 48 83 47	Kouma	25 38 57 42	Sira	25 43 17 78
Amitié Miyougou	25 38 52 36	Lallé	25 45 67 25	Somgandé	25 35 82 44
Bethania	25 31 31 41	Le Rocher	25 40 83 87	Sotisse	25 36 41 48
Choukouroula	25 40 93 76	Les Grâces	60 80 80 77	Unité	25 34 39 42
Circulaire Sède	25 38 44 91	Louis Pasteur	25 33 58 67	Vénégré	25 43 05 87
Diawara	25 30 61 68	Maignon	25 31 01 20	Vidal	25 31 52 88
Espoir	25 31 54 12	Musée	25 36 68 41	Vièl	25 45 98 25
Gare	25 31 62 06	Natilgé	25 36 28 00	Wend Kuuni	25 36 20 15
Hippodrome	25 34 02 32	Nongui	25 40 84 88	Wend Yam	25 48 30 47
Hôpital	25 30 66 41	Ouédraogo	25 37 16 52		
Jean Paul II	25 41 81	Pierre Tapsoba	25 48 44 33		
5413		Principale	25 37 54 15		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO